



# Bruxelles en mouvements

Périodique édité par  
Inter-Environnement Bruxelles  
Rue d'Edimbourg, 26, 1050 Bruxelles  
N°237-238 – 10 juin 2010

La culture à Bruxelles :  
les artistes tirent leur plan

# QUAND LE DÉSIR D'ATTRACTIVITÉ PREND LE DESSUS SUR LA CULTURE VIVANTE ET POPULAIRE

## EN BREF

*Fin 2009, les réseaux artistiques bruxellois francophone et néerlandophone accouchaient d'un Plan culturel. Intrigué par cette démarche inédite, IEB s'est attelé à rassembler divers acteurs concernés par la démarche pour les mettre en dialogue. Nous vous livrons ici, tout au long d'un dossier de 22 pages, le fruit de ces rencontres.*



[HTTP://PAVEL.WEBSHOTS.COM/](http://pavel.webshots.com/)

Un dossier réalisé par : Gwenaël Breës, Mohamed Benzaouia, Nicolas Prignot, Claire Scohier, Mathieu Sonck et avec la collaboration d'Arthur Meerssman.

*Photo de couverture : 3-D Movie Viewers de J. R. Eyerman, 1952.*



Rendu public fin 2009, le «*Plan culturel pour Bruxelles*» est le fruit d'un travail d'ateliers mené pendant deux ans au sein de deux réseaux, le Brussels Kunstenoverleg (BKO) et le Réseau des Arts à Bruxelles (RAB). Constitués dans la foulée de «*Bruxelles 2000, capitale culturelle de l'Europe*», au départ d'institutions émergeant principalement du secteur des Arts de la scène, le BKO et le RAB regroupent des acteurs du champ artistique et culturel bruxellois et organisent tous les deux ans l'événement «*Brxl Bravo*». En 2007, ils ont signé entre eux un «*Accord culturel*» visant à organiser davantage de dialogue, de coordination et de collaboration entre les opérateurs culturels francophones et néerlandophones à Bruxelles. Le «*Plan culturel*» se veut un nouveau signal allant dans ce sens et s'adressant notamment aux responsables politiques.

Dans cette Ville-Région où l'architecture institutionnelle ne correspond en rien aux réalités multiculturelles et cosmopo-

lites (les compétences culturelles y sont exercées par la Communauté française, la Communauté flamande et leurs émanations régionales, la COCOF et la VGC, qui n'ont pas signé d'accord culturel entre elles), les initiatives visant à dépasser les barrières communautaires sont suffisamment rares et courageuses pour être saluées.

Toutefois, si nous pouvons partager ces constats, dressés en introduction du document, la vision de la culture et de la ville qui ressort de sa lecture nous pose bien des questions. Reflétant une culture «*d'en haut*», professionnelle, instituée, correspondant au mode de vie d'une classe moyenne supérieurement éduquée, et s'intéressant peu aux cultures populaires et informelles, les auteurs du «*Plan culturel*» semblent davantage préoccupés par un développement exogène de la capitale de l'Europe et de son image de marque, s'adressant plutôt aux touristes qu'aux Bruxellois, aux expatriés qu'à l'immigration populaire. A ce titre, l'absence des secteurs socioculturels et de l'éducation



permanente est révélatrice. Par ailleurs, les 34 propositions contenues dans le plan et «destinées à forger une politique culturelle spécifiquement bruxelloise» dépassent de loin les questions institutionnelles, pour s'aventurer sur des terrains aussi divers que le tourisme, l'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'architecture... Et là aussi, le contenu du plan a de quoi surprendre.

En effet, le Plan culturel prend particulièrement à cœur le rayonnement international de la ville, son image de marque et sa force d'attractivité. Le texte et les propositions sont truffés de renvois au rôle de Bruxelles comme capitale de l'Europe, aux techniques de *city marketing*, ils se réfèrent au «*Business Route 2018 for Metropolitan Brussels*» rédigé par le secteur des entreprises et le patronat, ainsi qu'au Plan de développement international (PDI).

## Toute ressemblance avec un plan existant ou ayant existé...

Les convergences entre le Plan culturel et le PDI, élaboré en 2007 par le gouvernement de la Région bruxelloise sur base d'une étude commandée auprès du bureau PriceWaterhouseCoopers, ne manquent pas... Au niveau de l'aménagement du territoire, le PDI définit 10 zones d'investissements prioritaires pour stimuler le rayonnement international de Bruxelles. Pour sa part, le Plan culturel désigne

3 «zones prioritaires en matière de développement culturel» permettant «d'allier rayonnement et ancrage de la culture dans la vie quotidienne» : «l'axe Canal», le quartier européen et le Cinquantenaire. Tandis que le PDI préconise la création d'un «axe culturel et touristique est-ouest, reliant le Cinquantenaire, le Parc Léopold, la place et la rue du Luxembourg et Trône», le Plan culturel propose un parcours culturel et touristique «majeur», «joignant le Cinquantenaire au Canal, via le Parlement Européen». Et là où le PDI prône la création de «repères urbains, symboles forts de la ville», le Plan culturel insiste sur l'importance «de repères forts sur le plan architectural et urbanistique, qui marquent véritablement l'empreinte de la culture en son cœur et en disent l'importance».

En définitive, ce plan qui prétend assurer un équilibre délicat entre, d'une part, la culture comme vecteur d'émancipation sociale et, d'autre part, sa capacité de rayonnement national et international, dédie les trois quarts de son contenu aux leviers permettant un plus grand rayonnement de la culture et de l'art à Bruxelles.

Interpellé par cette ligne d'orientation, Inter-Environnement Bruxelles a organisé deux tables rondes dont sont retranscrits ici de larges extraits. Celles-ci ont réuni à la fois des acteurs ayant participé à l'élaboration dudit plan et d'autres qui en font une lecture critique.

## Quelques propositions du Plan culturel pour faire «rayonner» Bruxelles :

- La Région devrait pouvoir imposer un cahier de charges urbanistique et architectural à tout nouveau projet d'infrastructure culturelle d'envergure. Objectif : doter la ville de repères forts qui marquent véritablement l'empreinte de la culture en son cœur (proposition 15).

- La Région doit favoriser la présence dans les institutions de curateurs et directeurs artistiques internationaux. Ils alimenteront la réflexion que la ville porte sur elle-même et contribueront à son rayonnement international (proposition 18).

- Le secteur culturel plaide pour la mise sur pied d'une organisation intégrée chargée du marketing culturel à Bruxelles. Les activités culturelles doivent jouer un rôle plus important dans le développement du marketing touristique de la ville afin de diffuser pour Bruxelles une seule image de marque (proposition 26).

- Le secteur culturel souhaite s'associer de manière structurée aux discussions sur l'ajustement et la mise en œuvre du PDI pour développer une image cohérente de Bruxelles sur le plan culturel (proposition 28).

- Les secteurs culturel, artistique, touristique et l'horeca doivent collaborer pour donner plus de visibilité aux événements de renommée internationale et promouvoir spécifiquement de l'offre culturelle à destination des visiteurs étrangers présents à Bruxelles pour des raisons professionnelles (proposition 29).

## Un Plan culturel en 5 chapitres



Le Plan se décline autour de 5 thématiques visant à caractériser la ville dans son ambition et son développement culturels :

- La diversité et l'accès à la culture : comment affronter le défi d'une ville multiculturelle et duale (30% de sa population en dessous du seuil de pauvreté) ?
- L'organisation territoriale de la culture : comment doter la ville d'une cartographie et de pôles cohérents dédiés à la culture ?
- Le rôle des artistes dans la ville : comment soutenir et encadrer les jeunes créateurs qui s'installent à Bruxelles ?
- La nécessaire cohérence de la gestion et de l'information : comment développer une gestion de la culture adaptée aux réalités bruxelloises et refédérer une offre culturelle aujourd'hui cloisonnée ?
- Le rayonnement culturel d'une capitale : comment développer un projet de ville tourné vers l'avenir qui fasse rayonner Bruxelles sur le plan international comme ville européenne exemplaire ?

<http://www.reseaudesartsabruxelles.be/rab/projets/rab-bko-projets/plan-culturel-bruxelles>

## TABLE RONDE 1

# Une déclinaison artistique du Plan de développement international ?

*Pour la première table ronde, Inter-Environnement Bruxelles a rassemblé Eric Corijn, Jean-Michel Decroly, Leen De Spiegelaere et Christine Kulakowski, pour parler des enjeux généraux du plan.*

Eric Corijn dirige le groupe de recherche urbaine Cosmopolis - City, Culture & Society (VUB). Avec Jean-Louis Genard (La Cambre), il a suivi le processus d'élaboration du «Plan culturel» en tant que conseil académique.

Jean-Michel Decroly est enseignant à l'ULB où il dirige un laboratoire de recherche en tourisme (Laboratoire Interdisciplinaire Tourisme Territoires Sociétés, LIToTeS).

Leen De Spiegelaere est la coordinatrice de Brussels Kunstenoverleg (BKO), l'équivalent flamand du Réseau des Arts à Bruxelles (RAB).

Christine Kulakowski est directrice du Centre bruxellois d'action inter-culturelle (CBAI), qui a notamment une mission de Centre régional d'appui au décret de Cohésion sociale à Bruxelles. Elle est également membre de Culture & Démocratie et du Conseil supérieur de l'éducation permanente.



Une oeuvre d'art pompier à l'entrée du Parlement européen, rue Wiertz.

**IEB : A qui s'adresse ce plan et à quel besoin répond-il ?**

**Eric Corijn :** Je pense qu'il y a trois publics visés : le premier ce sont les réseaux eux-mêmes, il y a un nombre de mesures qui sont des décisions prises en interne. Par exemple, le constat que leur personnel n'est pas assez «interculturel», qu'il leur faut une politique de rattrapage à ce sujet. C'est quelque chose qu'ils peuvent faire eux-mêmes et qu'ils s'engagent à faire. Deuxièmement, le plan est orienté vers le politique : certains éléments nécessitent un débat avec les institutions. Certaines propositions intermédiaires veulent rendre plus performant le rapport avec l'institutionnel. Et troisièmement, il est orienté vers les collègues, ceux des champs adjacents, comme les écoles et le secteur socioculturel, d'autres acteurs dans le grand champ culturel, pour élargir la vision. Ce n'est pas «Le Plan culturel», c'est «un plan», une série de propositions...

**Leen De Spiegelaere :** C'est le BKO et le RAB qui ont pris l'initiative d'écrire ce plan qui a abouti à 34 propositions concrètes. Evidemment, on ne peut pas les réaliser toutes. Donc on a demandé à nos membres de choisir les propositions dont la réalisation leur semble prioritaire. A partir de janvier, on a lancé quatre groupes de travail. Le premier a l'ambition de réaliser un agenda culturel trilingue commun. Le deuxième chantier vise à faire une cartographie et un monitoring de toutes les infrastructures culturelles à Bruxelles. Il existe déjà pas mal de cartographies, celles de la Communauté française, de la Communauté flamande, de la Ville de Bruxelles, mais on veut mettre toutes ces cartographies ensemble pour arriver à une base afin de mieux distinguer où sont les espaces vides, peut-être encore à investir. Le troisième chantier est un chantier sur l'interculturalité. On est en train de travailler là-dessus dans le secteur à trois niveaux : le contenu de ce qu'on présente au public, l'interculturalité dans les équipes elles-mêmes et l'interculturalité du public lui-même. Et le quatrième groupe de travail est chargé de réfléchir à un outil pour tous les artistes qui travaillent et vivent à Bruxelles. Il y a plein d'infos et de manières de s'ouvrir qui existent déjà, beaucoup de lieux d'orientation, d'ateliers, des aides financières et administratives, des subsides

etc., mais on veut vraiment rassembler toutes ces infos dans un site portail. Voilà les quatre groupes de travail : deux qui sont l'agenda culturel et la cartographie où on a besoin d'autres parties prenantes qui sont aussi un peu plus politiques, et deux autres qui sont plus sectoriels, l'interculturalité et les artistes.

A côté de ça, on a quatre thèmes sur lesquels on veut réaliser des tables rondes, pour poursuivre la réflexion. Un premier sur les liens avec l'éducation, l'enseignement primaire et secondaire : comment le secteur culturel et l'enseignement doivent se comporter pour trouver plus de collaborations. Deuxièmement : le lien avec l'enseignement artistique supérieur. Troisièmement : la programmation pendant l'été. On a beaucoup d'institutions qui trouvent qu'on a besoin de plus de programmation durant cette période de l'année. Et enfin quatrièmement : l'Europe. On va, d'un côté, travailler plus avec la Communauté européenne qui est fort représentée ici, bien évidemment, et réfléchir à comment inscrire Bruxelles en tant que ville créative, en tant que ville culturelle dans le monde européen, disons «dans l'international». Ce n'est pas vraiment une table ronde mais c'est un sujet sur lequel on doit continuer à travailler avec les deux réseaux.

**IEB : Le plan se présente comme le résultat d'un travail mené par «le secteur culturel bruxellois». Or, ce qui frappe à la fois dans le contenu mais aussi dans la liste des participants et des signataires, c'est notamment l'absence du secteur socio-culturel et de celui de l'éducation permanente...**

## En quelques dates

- 2000 : Bruxelles, Ville européenne de la culture.
- 2002 : Création du Brussels Kunstenoverleg (BKO).
- 2005 : Première édition de BRXL BRAVO, «weekend des arts à Bruxelles».
- 2005 : Création du Réseau des Arts à Bruxelles (RAB).
- 2007 : Accord de collaboration culturelle signé par les membres du BKO et du RAB.
- 2009 : Publication du Plan culturel pour Bruxelles.

*Autre symbole de l'Europe dans l'espace public bruxellois : une statue à la mémoire de Paul-Henri Spaak, face à la gare du Midi.*



PHOTOGRAPHIE DE LA COMMISSION EUROPEENNE



On a appelé ce plan un «plan culturel» parce qu'on a vraiment cette volonté de s'ouvrir. C'est pour ça aussi qu'on dit toujours que ce n'est pas «Le Plan culturel», c'est «un plan culturel».

Leen  
De Spiegelaere

**Leen De Spiegelaere** : Nos réseaux sont tous les deux nés des Arts de la scène, ce que vous appelez le secteur artistique. Ensuite, les associations d'arts visuels se sont aussi associées. On a appelé ce plan un «plan culturel» parce qu'on a vraiment cette volonté de s'ouvrir. C'est pour ça aussi qu'on dit toujours que ce n'est pas «Le Plan culturel», c'est «un plan culturel». C'est vraiment une chose évolutive et on s'en rend très bien compte. Deux ans plus tard, il reste encore beaucoup à faire, comme par exemple le lien avec le groupe interculturelité.

**Christine Kulakowski** : Au départ, au CBAI, on ne se sentait pas concernés par cette initiative qu'on identifiait moins ouverte que la problématique politique au sens large tel qu'Eric l'a développée. On sentait qu'il y avait un lien étroit entre culturel et artistique mais avec des acteurs différents de nous.

Maintenant, à la lecture du document, je repère cinq fractures, qui sont cinq défis. Mais je pense que ces cinq fractures peuvent aussi être vécues comme telles par le secteur socio-culturel et d'éducation permanente.

La première fracture, c'est la fracture entre le monde culturel et le monde social, celui qu'on appelle à Bruxelles le monde

de l'insertion sociale et de la cohésion sociale.

Le deuxième défi, c'est celui de l'interculturalité, d'abord par rapport à la fracture francophones/néerlandophones. C'est aussi le fait que les communautés issues de l'immigration ne forment pas un monde homogène. Je n'aime pas le mot communautarisme mais on manque de lien entre les communautés issues de l'immigration. Une autre fracture c'est celle entre le monde des fonctionnaires européens et la société bruxelloise.

La troisième, vous l'avez évoquée, c'est la fracture entre l'artistique et l'éducation permanente. Qu'est-ce qu'on entend par éducation permanente ? Quelle est la force de l'éducation permanente ? Tout ça ce sont des questions importantes.

La quatrième fracture pour moi, c'est la fracture institutionnelle. Dans le paysage institutionnel, comment travailler ensemble ?

Et la cinquième, c'est la fracture socio-économique. Bruxelles est quand même une ville très spécifique. La plus riche et la plus pauvre. Je sais qu'on parle beaucoup de mixité sociale, mais c'est un concept qui est très difficile à mettre en pratique et en mouvement. Donc la question porte sur ce qu'on fait dans une ville où il y a beaucoup de richesses, beaucoup de pauvreté. C'est



Spectateurs assistant à la Zinneke Parade 2010.

GUYENNE BRES

une question qui peut intéresser l'ensemble des Bruxellois.

**Eric Corijn :** En tant qu'observateur, je suis d'accord avec ces points de vue critiques. L'énergie qui s'est réunie pendant deux ans, ce sont des artistes et des programmeurs artistiques de maisons, de grandes maisons, de plus petites maisons, bref, c'est le secteur artistique, personne ne nie cela. Mais cette démarche n'est pas courante, surtout depuis les années 80 où le secteur artistique s'est surtout occupé de maintenir son indépendance, de se désengager politiquement de la société, de se désengager de l'emprise de la société. C'est aussi le symptôme d'un tournant avec un retour d'une certaine responsabilité disons sociétale et politique. Mais là aussi, si on veut comprendre ça, il faut comprendre que le secteur artistique n'est pas le premier levier. La grande crise à Bruxelles de la socialisation, c'est la crise de l'enseignement. C'est l'enseignement qui intègre, qui est conçu comme un modèle d'intégration dans la communauté nationale. Et le contexte belge propose le modèle de cet enseignement national pour une ville dont 56% de la population n'a pas ces références-là. Un tiers de nos jeunes vivent dans des familles sans revenus du travail. Il y a une crise profonde de la socialisation à Bruxelles. Et donc si on ne repense pas fondamentalement à partir du point de vue urbain cosmopolite multilingue et multinational, on est à côté de la plaque. Et, avec le boom démographique à venir, ça va nous exploser dans la figure. Alors tout ceux qui continuent le petit jeu BHV, et le répètent à Bruxelles tous les jours, font partie du problème.

## L'offre culturelle bruxelloise, le reflet à sens unique d'un certain mode de vie ?

**IEB :** On sent qu'il y a des tensions qui ont traversé la rédaction du plan. Il y a parfois des contradictions assez fortes. On pense notamment à deux paragraphes qui parlent de l'importance des «réseaux de confiance informels», mais aussi qui appellent à éviter le travers d'une offre culturelle publique qui est «trop souvent le reflet à sens unique du mode de vie d'une classe moyenne supérieurement éduquée et d'âge mûr», etc.



*Ces dimensions disparaissent du reste du document, où les préoccupations sont essentiellement liées à l'événementiel, la professionnalisation, la centralisation, le marketing, l'Europe, l'international...*

*A la Fête de l'Europe, dans le quartier européen : un concert... sans public.*

**Eric Corijn :** La meilleure défense c'est la contre-attaque. Quand on a présenté le plan aux parlementaires bruxellois, il y avait un sentiment très ambivalent.

D'un côté, on était très content de l'événement historique que représentait une réunion conjointe des deux assemblées communautaires. Mais déçus aussi, parce qu'il n'y a pas vraiment eu de débat de fond. Au moment où un secteur se positionne d'une certaine façon, tout d'un coup, d'autres secteurs se sentent aussi responsables. Parce qu'en réalité, faire un plan culturel, ce n'est pas la responsabilité unique des acteurs artistiques, c'est avant tout la responsabilité du politique.

Le grand avantage du plan c'est premièrement d'exister et deuxièmement d'exister à partir de deux réseaux qui collaborent ensemble. De ce point de vue-là, à Bruxelles, pour les autres secteurs, le déficit reste entier.

Et là, je continue à défendre mes petits copains du secteur artistique. Au moins eux, ils se sont confrontés à l'inadaptation institutionnelle. Alors je défie les acteurs de la société civile à Bruxelles, des deux côtés, d'avoir au moins le même courage, de tenter la cohésion sociale en multilingue et de voir ce qui se passe ...

**Faire un plan culturel, ce n'est pas la responsabilité unique des acteurs artistiques, c'est avant tout la responsabilité du politique.**

**Eric Corijn**

Pourquoi les autres secteurs ne choisissent pas aussi une trajectoire de deux ans pour débattre ? Par exemple, je ne sais pas combien de fois le BRAL et IEB se réunissent ensemble pour établir un ordre du jour commun et le proposer en débat aux Bruxellois ? Je les défie de le faire. Je ne sais pas s'il y a vraiment un réseau socioculturel des deux côtés qui se réunit ensemble pour faire un ordre du jour urbain ensemble ? Je ne sais pas s'il y a des conseils de la jeunesse à Bruxelles qui sont en réseau, qui se réunissent pour faire une politique de la jeunesse à Bruxelles ? Je ne sais pas si, dans la grande crise de l'enseignement, il y a déjà eu une tentative de faire un état des lieux ensemble et de voir comment résoudre les problèmes ? Je vous signale qu'il y a presque 6 000 jeunes qui ne sont inscrits dans aucun des deux réseaux scolaires. En général, dans le secteur culturel, Bruxelles est régie par un régime d'apartheid. Officiellement c'est une région bilingue, «*bicommunautaire*». C'est la seule région en Belgique qui est multilingue. En réalité, les acteurs se considèrent dans cette ville comme monolingues et organisent leur vision de la ville à partir de leur positionnement communautaire. Alors, en défense de ce plan, malgré ses déficits, je dirais que c'est quand même un plan qui se positionne, où les acteurs ont pu se décentrer de leur positionnement institutionnel.

### A propos de la cohésion sociale

**Eric Corijn** : La politique de la cohésion



sociale à Bruxelles est monolingue ! Et pour être membre du CA de la Zinneke Parade, je peux vous dire que cela cause pas mal de problèmes : deux ASBL, huit pouvoirs subsidiaires, chacun avec ses petites règles... Alors, si on ne dépasse pas cela, on est mal parti et on ne saura jamais construire la petite ville mondiale qu'est Bruxelles et répondre à la réalité socioculturelle. Donc je contre-attaque en mettant au défi le secteur socioculturel de se définir dans le cadre d'une petite ville mondiale cosmopolite et de le faire dans ses pratiques mêmes. Et je pense que là, si on ne transgresse pas ces règles comme le secteur artistique l'a fait, on fait partie du problème et pas de la solution.

**Christine Kulakowski** : Effectivement, je dirais par rapport à ce que dit Eric, que du côté francophone à Bruxelles, si je prends les politiques de la Communauté française ou de la COCOF dans le cadre du décret Cohésion sociale, il y a plutôt une fermeture. Donc, même si le CBAI fait partie de ce processus, et qu'on est un centre régional d'appui pour le programme de cohésion sociale dans 13 communes sur 19 à Bruxelles, le CBAI en tant que tel déplore l'absence de soutien pour les initiatives bicommunautaires. Et il y en a de moins en moins.

La tendance n'est pas vers l'ouverture mais plutôt vers la fermeture. Cela met le CBAI en tant que tel en porte-à-faux. Je vous rappelle que le CBAI a été à la base de l'initiative bicommunautaire qu'était «*Bruxelles en couleurs - Brussel gekleurd*», qui a été menée pendant dix ans. On a dû arrêter l'initiative puisque le côté francophone ne le subsidiait plus. Je constate une position défensive par rapport aux initiatives flamandes et à un certain dynamisme flamand.

**IEB** : On comprend très bien la logique par rapport au cadre institutionnel et les critiques sur l'absence de collaboration existant dans différents secteurs, ce que cherchait déjà à palier l'accord culturel signé en 2007. Mais ici, le Plan culturel fait quand même un pas supplémentaire en se répandant dans bien d'autres champs. Le débat sur le défi social est ailleurs. Cet enjeu porte bien au-delà des questions institutionnelles et communautaires...



**Eric Corijn** : Ça devient une précondition. En réalité, les frontières n'ont pas bougé depuis dix ans à Bruxelles. Et c'est la crise. Donc moi je pense que c'est une précondition.

**Christine Kulakowski** : Je suis tout à fait d'accord qu'un des problèmes principaux à Bruxelles, c'est le problème de l'enseignement. L'enseignement est dans un état dramatique. Au niveau de la prospective, on sait très bien que l'arrivée des migrants est devant nous et pas derrière nous et la conception actuelle de l'enseignement ne tient pas compte de deux choses. D'une part, l'apport de ces enfants issus du milieu populaire et, d'autre part, les enfants venant de migrations diverses. Si on ne tient pas compte de ces deux données dans l'enseignement à Bruxelles, on va vers la catastrophe, on y est déjà d'ailleurs. Et le monde associatif est terriblement démuné par rapport à ça.

Par ailleurs, je pense que ce qu'on appellerait un plan culturel devrait prendre en compte les initiatives existantes. Parce que j'ai l'impression qu'il y a des initiatives qui existent et qui ne sont pas prises en compte ou mal valorisées. Il me semble que les initiatives à valoriser sont peut-être moins celles de la classe moyenne que celles qui sont ancrées là où il y a de la rencontre. Pour moi ce sont les mixités qui sont importantes à ce niveau-là. Ce sont les essais de maison des cultures et de la cohésion sociale. Il y en a deux, à Molenbeek et à Saint-Gilles. Je pense que ce sont des acteurs qui peuvent devenir des interlocuteurs. Une initiative comme l'Espace Magh qui se cherche sans doute, là aussi il y a un essai pour faire des liens entre des acteurs culturels reconnus et le monde des quartiers, le monde du social, le monde des communautés issues de l'immigration. Mais donc, il y a une implication du monde associatif, de l'éducation permanente et de la cohésion sociale dans ce qu'on pourrait appeler des initiatives d'émancipation culturelle au sens large. Il faut valoriser l'existant, valoriser ces liens via les associations et aller à leur rencontre, même si ce n'est pas toujours évident. Il y a des projets que je trouverais intéressant à développer. Par exemple, le projet de Musée de l'immigration. C'est un projet dont on parle depuis longtemps. En tant que tel je n'aime pas le terme

«Musée de l'immigration», il faut trouver autre chose, mais pourquoi, à un moment donné, l'idée du Musée de l'Europe a-t-elle pris le pas sur ce projet ? Je trouve cela extrêmement regrettable. Si on voit Ellis Island à New York, ça ferait vraiment le lien, la reconnaissance que l'immigration fait désormais partie du patrimoine belge et bruxellois. Deuxièmement, ça ferait le lien avec le tourisme, parce qu'en fin de compte c'est attractif d'avoir à Bruxelles quelque chose qui parle des patrimoines, qui raconte l'histoire d'une ville multiculturelle. Et ça pourrait être aussi valorisé comme lieu avec des événements artistiques culturels. Ça c'est un projet qu'il faudrait reprendre ensemble et qu'on n'a pas la force de reprendre seul.

**Jean-Michel Decroly** : Pour ma part, quand j'ai lu le plan, je me suis dit : pourquoi est-ce qu'ils n'appellent pas ça un plan artistique ? C'est la première chose qui m'a mis vraiment très mal à l'aise. Je

Parce que j'ai l'impression qu'il y a des initiatives qui existent et qui ne sont pas prises en compte ou que je vois mal valorisées. Il me semble que les initiatives à valoriser sont peut-être moins celles de la classe moyenne que celles qui sont ancrées là où il y a de la rencontre.

**Christine Kulakowski**



Les Mixtures Urbaines à la Cité Esseghe à Jette : une initiative de quartier.

trouvais en effet que c'était une mauvaise étiquette pour désigner le contenu du travail.

## La culture comme vecteur du rayonnement international

**Jean-Michel Decroly :** Le plan est une émanation du monde artistique et la dimension socioculturelle est quasiment absente. Il y a, par ailleurs, des tensions très fortes dans ce texte avec en ouverture une double idée : d'un côté, la culture, vecteur d'émancipation sociale, au cœur de la vie de tout Bruxellois et de l'autre, la culture présentée comme vecteur de rayonnement national et international. Le plan s'ouvre par un diagnostic sur la ville. Je trouve qu'il est bien fait. Et puis on entre dans le plan et on constate un déséquilibre manifeste. Ce qui est mis en avant, ce n'est pas de promouvoir l'accès à la culture pour tous. Seul un chapitre sur cinq évoque cela, avec un peu de défaitisme d'ailleurs. Moi ça me frappe. Le défaitisme, c'est de souligner la difficulté d'atteindre les personnes exclues du champ de la participation. Et puis, qu'il n'existe aucune solution prête à l'emploi en la matière. On évoque l'obstacle financier par rapport à l'accès à la culture mais c'est vite balayé. Je trouve que cet aspect-là des choses est vraiment marginalisé dans le plan. Cela justifie d'autant moins l'expression «*Plan culturel*». Et puis il y a effectivement les quatre autres chapitres qui sont en gros les leviers pour permettre un plus grand rayonnement de la culture – de l'art – à Bruxelles et sa contribution à l'internationalisation. A certains moments de la



Marcel Broodthaers et l'arrivée du chameau à l'entrée du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, 1974.

## Schéma de base du Plan de développement international, 2007

«Plusieurs stratégies peuvent réussir. Mais dans presque tous les cas, la culture est un des porte-drapeaux privilégiés d'une stratégie de ville.» (p.20)

«Toutes les villes européennes dont l'image s'est améliorée récemment ont utilisé la culture, d'une manière ou d'une autre. Un marketing de ville efficace est ancré dans les valeurs culturelles que la ville incarne (...) La culture est un des véhicules privilégiés de la communication d'une ville. Pas la culture comme décoration mais la culture au centre de la stratégie de communication.» (p. 42)

«L'identité bruxelloise, sorte de mille-feuille historique et culturel, constitue un potentiel formidable pour le marketing de Bruxelles.» (p. 30)

«Dans le cadre d'une construction d'image et du city marketing, le développement d'une politique de marque (branding) est également un élément essentiel. La marque "Bruxelles" est plus connue que la marque "Belgique"». (p. 33)

«Il faut reconnaître que l'Europe est le principal avantage comparatif international de Bruxelles aujourd'hui. Ce statut de capitale européenne est un atout fabuleux dont il convient aujourd'hui de tirer parti. Pour ce faire, il faut assumer cette dimension essentielle de notre identité, et la regarder comme l'opportunité extraordinaire qu'elle constitue.» (p. 20)

«Les Bruxellois eux-mêmes ne visualisent pas toujours les aspects positifs que l'Europe leur apporte (emplois, dynamique commerciale, ...) et se focalisent sur les effets négatifs de la présence européenne en matière de logement et d'urbanisme notamment. Même si les choses évoluent positivement depuis 10 ans, il y a encore du chemin à faire pour faire accepter l'Europe à l'ensemble des Bruxellois. Ce déficit d'image Bruxelles/Europe en termes de contenu est pénalisant alors que ce qui fait principalement la notoriété de Bruxelles à l'étranger, c'est l'Europe.» (p. 32)

«Un important travail d'appropriation du fait européen par les bruxellois doit encore être entrepris, notamment à travers le city marketing.» (p. 21)

lecture, ça me mettait mal à l'aise, parce que j'avais l'impression d'avoir là une sorte de déclinaison artistique du Plan de développement international de Bruxelles (PDI). Il est d'ailleurs stipulé explicitement, dans l'objectif n° 28 : «*ajustement et mise en œuvre du PDI*», avec, si l'on regarde notamment en matière d'aménagement du territoire, l'idée de mettre l'accent sur la valorisation artistique du quartier européen et de la zone du canal.

En tant que plan artistique, c'est un plan qui est intéressant. En tant que plan culturel, je trouve qu'il y a quelque chose qui n'est pas juste. En même temps, je suis sensible à ce que dit Eric : effectivement, voilà un groupe d'acteurs qui transgresse. Tant mieux ! Évidemment ça pose la question, pourquoi ce groupe-là transgresse ? Pourquoi d'autres groupes ne transgressent pas le clivage institutionnel bruxellois, le clivage communautaire en particulier ? En terme de réflexion sur le fonctionnement de la ville, je pense que c'est intéressant. Je n'ai pas la réponse à ça.

Sur les aspects liés au tourisme, je pense que le diagnostic d'imperméabilité entre le secteur culturel et culturel artistique et le secteur artistique, dressé dans le Plan culturel, est très juste. Ce sont deux univers qui coexistent, qui ne se parlent pas ou quasiment pas, qui ont énormément de difficultés à collaborer. Sur le plan de la sous-évaluation du rôle de la dynamique artistique par les autorités bruxelloises, au rayonnement de la ville, je crois que c'est très juste aussi. Donc de ce point de vue là, je suis assez favorable à l'analyse et aux propositions qui sont faites pour mieux



«Hommage» surréaliste à Marcel Broodthaers face à la gare du Midi.

mettre en valeur la dimension artistique bruxelloise mais c'est encore autre chose que de réfléchir à comment intégrer la diversité culturelle de Bruxelles dans la promotion ou la valorisation touristique parce que cet aspect-là est très peu présent. Oui, il y a bien l'idée de faire un itinéraire, qui va du quartier européen au canal. Mais est-ce que c'est ça qui va promouvoir la diversité culturelle, qui va faire de la diversité culturelle, dans toute sa richesse, un atout pour la ville ?

## Une confiance dans le développement exogène ?

**IEB : A la lecture du Plan, on sent par exemple une préoccupation beaucoup**

il y a bien l'idée de faire un itinéraire, qui va du quartier européen au canal. Mais est-ce que c'est ça qui va promouvoir la diversité culturelle, qui va faire de la diversité culturelle, dans toute sa richesse, un atout pour la ville ?

**Jean-Michel Decroly**

## Plan culturel pour Bruxelles, 2009

«En matière de communication et de promotion de la culture, le secteur culturel bruxellois plaide pour la mise sur pied d'une organisation intégrée chargée du marketing culturel à Bruxelles. (...) Les activités culturelles doivent en effet jouer un rôle plus important dans le développement du marketing de la ville, afin que celui-ci ne se limite pas aux éléments 'prêts-à-consommer' du patrimoine historique ou des grands événements. Les secteurs touristique, culturel, et tout autre concerné, doivent ainsi se coordonner afin de définir une stratégie de communication unifiée qui diffuse pour Bruxelles une seule image de marque». (p. 41)

La culture «est aussi un puissant vecteur de rayonnement national et international de la ville et participe largement au développement de son image et de son identité à l'étranger. Au même titre que d'autres secteurs, les arts et la culture devraient ainsi occuper une place centrale dans l'expression des ambitions de Bruxelles». (p. 4)

«Du fait de ses nombreuses responsabilités vis-à-vis d'institutions internationales et de son interconnexion avec d'autres capitales, Bruxelles se doit d'offrir un panel d'activités artistiques qui par leur qualité et leur envergure soutiennent son image et en fassent la promotion auprès de ses partenaires étrangers.» (p. 26)

«Il s'agit de développer (...) cet imaginaire culturel positif autour d'un Bruxelles vécu comme lieu central et carrefour européen par le visiteur qui y passe, l'étranger qui y vit ou le Bruxellois qui y est né.» (p. 43)

«Réunissant tous les ingrédients d'une ville internationale cosmopolite, Bruxelles est bel et bien capable de se profiler en laboratoire culturel européen.» (p. 44)





TAKE THE MONEY AND RUN - DE WOODY ALLEN

*Jouer «tous ensemble» la même partition... une gageure ?*

**plus grande pour les expatriés que pour l'immigration populaire...**

**Eric Corijn :** Il faut aussi dire que le secteur artistique a son propre public. Ce sont des créateurs qui vivent dans un environnement institutionnel qui les bloque de tous les côtés. En comparant avec d'autres villes, ces acteurs sont frustrés de voir que beaucoup de potentialités de cette ville sont cassées systématiquement. Le nombre d'artistes qu'il y a ici, à Bruxelles, par rapport à d'autres villes pourrait en faire un vivier.

**Jean-Michel Decroly :** Je suis d'accord mais c'est essayer de mettre en place les conditions pour favoriser le déploiement du secteur artistique. C'est un plan conçu par un groupe pour ce groupe. Aller à l'encontre des barrières institutionnelles, effectivement, c'est très beau, mais ce sont eux qui en sont les principaux bénéficiaires. En ce sens, ils sont cohérents mais ils ne doivent pas appeler ça un plan culturel.

**IEB :** Il y a des termes qui reviennent très souvent dans le texte et qui sont peut-être excluants par rapport à d'autres acteurs. Des termes comme *coordination, concentration, unification, supervision, rationalisation, cohérence...* Et puis cette volonté d'avoir une seule image de marque, ça paraît dissonant avec l'idée de diversité...

**Eric Corijn :** C'est un débat éternel à

Bruxelles. La réalité à Bruxelles c'est qu'il y a trois instances qui s'occupent du tourisme et de marketing urbain. Est-ce que c'est une bonne chose ou une mauvaise chose? Est-ce que c'est ça la diversité? C'est une diversité où chacun de son côté prétend représenter le tout. Alors, la vraie question c'est quoi? C'est que oui, il faut reconnaître la diversité, mais dans un champ unique où cela s'exprime, se confronte. Nous vivons trop dans un régime d'apartheid où chacun de son côté représente le tout et parle au nom du tout. Alors je trouve qu'il faut nous aussi changer, décentrer le type de rapport. Actuellement à Bruxelles, il y a très peu de gens, ou de champs qui peuvent parler au nom de tout. Il y a très peu de structures qui pensent donner une place à l'autre, qui vivent vraiment dans la diversité. Et là, c'est un problème pour chacun de nous : arrêter de parler du tout, arrêter de parler d'un marketing urbain à partir d'une de ces structures sans que l'autre ait une place là-dedans.

**Jean-Michel Decroly :** Les choses sont complexes quand même. Parce que si tu regardes la question touristique, clairement, l'un et l'autre se prétendent être le reflet du tout et ne sont que le reflet d'une partie. Il y a quand même une énorme difficulté à dialoguer. Je pense qu'il y a eu, et qu'il y a des volontés, en tout cas du côté francophone, pour essayer de communiquer avec Toerisme Vlaanderen. Les discours sont tellement antagonistes, parce que les objectifs de la promotion

**C'est un plan conçu par un groupe pour ce groupe. Aller à l'encontre des barrières institutionnelles, effectivement, c'est très beau, mais ce sont eux qui en sont les principaux bénéficiaires.**

**Jean-Michel Decroly**

touristique sont eux-mêmes antagonistes. D'un côté, il s'agit de faire de Bruxelles une porte d'entrée vers les villes flamandes. Et de l'autre, de promouvoir Bruxelles pour elle-même et comme porte d'entrée vers la Wallonie.

**Leen De Spiegelaere** : C'est quand même triste.

**Jean-Michel Decroly** : Ah, je suis tout à fait d'accord avec toi.

**IEB** : *Le Plan développe une tendance forte à mettre davantage en avant le rayonnement international de Bruxelles, sa position européenne, plutôt que ses cultures locales... Les habitants ne sont pas l'élément central du plan.*

**Eric Corijn** : Moi je pense que le local est mondial, on ne doit plus parler du local comme d'un lieu dans un pays mais comme d'un lieu dans le monde. Et c'est ça qu'il faut essayer d'exprimer à Bruxelles. Donc, les deux questions : le rayonnement et l'inclusion des immigrations populaires, pour moi c'est la même question.

**Jean-Michel Decroly** : Je ne pense pas que ce soient les deux faces de la même question. Moi je pense que les deux objectifs sont vraisemblablement importants à poursuivre et c'est d'ailleurs annoncé ici dans ce plan. Mais alors poursuivons-les communément. La difficulté c'est que je vois l'esprit du PDI planer sur le travail. Je constate que ce qui est mis en avant c'est le rayonnement et ce n'est pas le travail sur le local. Ce n'est pas la priorité donnée aux habitants ou un intérêt suffisamment important par rapport au problème qu'Eric a soulevé, la question de la socialisation. La crise de la socialisation c'est fondamental. C'est ça qui me met mal à l'aise : se tourner vers l'extérieur à tout prix, au détriment de ce qui se fait ici. Je constate la même chose à l'université : maintenant, on a les yeux tournés vers l'international, vers «l'excellence», c'est la même logique de compétition généralisée qui l'emporte.

**Eric Corijn** : De deux choses l'une: si on n'est que pour le local — ce n'est pas mon choix — alors il faut proposer un projet de développement socioéconomique endogène, qui produit suffisamment de

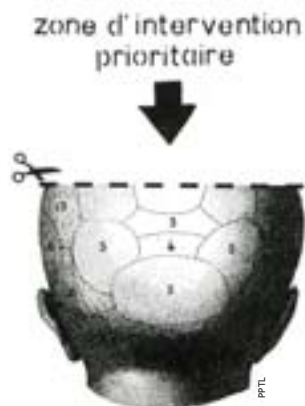
richesses qu'on puisse distribuer pour vivre décemment. C'est cela le grand défi : changer la tendance qui s'est renforcée à Bruxelles depuis 25-30 ans. La richesse qui est produite ici dépend de la fonction politique et du rayonnement de la ville. Comme l'économie a été vendue à l'étranger, les centres de décisions économiques sont ailleurs, ce qui a encore renforcé l'importance des fonctions politiques de la ville comme celle de capitale de l'Europe. On peut le déplorer, mais donc le local devient de plus en plus international. Moi je voudrais que la population de Bruxelles prenne le destin de cette ville en main. En réalité, la ville est gérée premièrement par les usagers, des suburbains qui vivent en dehors et deuxièmement par les deux communautés des deux régions voisines. Donc les gens qui décident sur Bruxelles ont un point en commun, c'est qu'ils ne sont pas pour l'autogestion de la population bruxelloise. Si on est pour l'autogestion de la population bruxelloise, le local, ce que vous défendez ardemment, il faut regarder

**La richesse qui est produite ici dépend de la fonction politique et du rayonnement de la ville. Comme l'économie a été vendue à l'étranger, les centres de décisions économiques sont ailleurs, ce qui a encore renforcé l'importance des fonctions politiques de la ville comme celle de capitale de l'Europe.**

**Eric Corijn**



*Œuvre d'art en rénovation dans le Matonge.*



en face la composition démographique. Les jeunes issus de l'immigration de la zone du canal auront 30 ans dans 10 ans, c'est eux qui devront prendre en main la gestion, prendre en main la capitale de l'Europe. Je pense que l'imaginaire bruxellois doit formuler cette reprise en main. Si on veut vraiment le local, faisons alors un projet international à partir du local. Mais ne disons pas «*l'international c'est les autres*», et «*le rayonnement c'est les autres*». Et nous là-dedans ?

**Jean-Michel Decroly :** La seule chose qui m'irrite dans ce discours, c'est le mythe de l'internationalisation, c'est-à-dire cette idée qu'on dépend totalement de l'extérieur sur le plan économique. Je veux bien que l'union européenne c'est 14% du PIB à Bruxelles, ok, ce n'est pas négligeable. Mais quand même, une grande partie de la richesse qui est produite à Bruxelles l'est par les services, les commerces, qui sont

destinés d'abord aux Bruxellois. Et donc ça c'est de l'économie locale.

**Eric Corijn :** Mais le pouvoir d'achat de cette économie, il vient d'où ?

**Jean-Michel Decroly :** Bien sûr. Le pouvoir d'achat est en partie en périphérie, je suis d'accord avec toi. Mais pas uniquement. La périphérie, ce n'est pas non plus l'international. Donc essayons de modérer le mythe que tout se passe à l'international. C'est faux, économiquement c'est faux.

**IEB :** Comment êtes-vous arrivés à parler d'aménagement du territoire et à défendre l'idée de développer des grands pôles? D'où vient le choix des zones du canal, du quartier européen et du Cinquante-naire ?

**Eric Corijn :** Dès le début du processus, une des questions, c'était le maillage spatial et le maillage temporel. Il y a de forts déséquilibres au niveau du maillage temporel, par exemple, les problèmes des heures d'ouverture des lieux culturels. Depuis le début du processus, la question de l'organisation de «*l'offre et la demande*» dans le secteur artistique était présente dans les discussions. Il y a eu aussi une dialectique avec d'autres débats qui se sont faits ailleurs à Bruxelles comme le processus des Etats Généraux, dans lequel deux réseaux étaient des participants très actifs, le débat sur le PDI, ou encore l'ouverture sur le nouveau PRDD. Il y a aussi la participation forte des acteurs artistiques dans la plate-forme Kanal.

D'abord, le centre-ville élargi contient beaucoup d'activités artistiques, cela pourrait devenir un vrai «*creative cluster*». Ensuite, le Mont des Arts est un pôle d'infrastructures artistiques et culturelles qui n'est pas assez valorisé. C'est un centre plutôt orienté vers les visiteurs et les usagers de la ville. Et puis, il y a le quartier européen qui devra évoluer vers un centre-ville de la capitale européenne. C'est un grand chantier que de changer ce quartier administratif, bureaucratique en centre urbain mixte. Il faudra changer d'architecture, de type de vie et de convivialité, introduire une société civile, discuter d'infrastructures artistiques...

**Jean-Michel Decroly :** Le Mont des Arts



La partie d'échec humaine, une scène culte de la série «The Prisoner».





*Le musée Guggenheim à Bilbao, un modèle à promouvoir ?*

est indiqué comme pôle majeur existant, mais pas comme un pôle à développer.

**Eric Corijn :** Je n'ai pas suivi la rédaction finale mais le Cinquantiennaire est désigné comme pôle culturel et relié au quartier européen.

**Jean-Michel Decroly :** L'idée de cartographier les infrastructures me paraît excellente. Je pense qu'il y a aussi un travail à faire sur la cartographie des lieux où vivent les artistes par ailleurs. Ça me paraît être tout à fait essentiel.

**Eric Corijn :** C'est très difficile à réaliser. Trouver l'argent, trouver le soutien, il y a beaucoup de résistances par rapport à ça.

**Jean-Michel Decroly :** Quant au choix des pôles eux-mêmes, il ne me surprend pas et à la fois il me questionne. Le choix de l'axe du canal est justifié par la volonté de «réduire la fracture sociale», mais n'est-ce pas aussi parce que cette zone est, de fait, investie par les artistes aujourd'hui ? Pour le quartier européen, ça fait écho à ce que souhaite de vive voix Marie-Laure Roggemans. Il y a donc là, semble-t-il, une certaine cohérence. Moi ce qui me gêne davantage peut-être, c'est l'appel incantatoire de nouveau à des grands projets architecturaux. Pourquoi ? Pourquoi faut-il nécessairement de nouvelles infrastructures ? Et doivent-elles être de grande

qualité architecturale ? Et constituer des repères ?

**Eric Corijn :** Pourquoi toujours de la médiocrité dans l'architecture ?

**Jean-Michel Decroly :** Je ne suis pas pour la médiocrité dans l'architecture, loin s'en faut, mais je ne suis pas pour autant favorable au modèle Guggenheim. Et je ne pense pas que Bruxelles ait besoin de grands gestes architecturaux pour ses infrastructures culturelles. Mettons du contenu dans ces infrastructures, pas dans leur forme, dans leur enveloppe.

Ce que je reproche au modèle Guggenheim, c'est d'abord que sur le plan culturel lui-même, il est assez pauvre. Si on regarde ce qu'il y a dans le musée Guggenheim à Bilbao, ce n'est pas très riche. Par ailleurs, c'est inscrit dans des formes de promotion immobilière qui contribuent à des effets d'éviction des populations.

**Eric Corijn :** Éviction ? C'était un site industriel, des constructions navales !

**Jean-Michel Decroly :** Pas dans le site lui-même, mais dans ses alentours. La construction du musée Guggenheim a en effet provoqué une flambée des valeurs foncières et des prix immobiliers à Bilbao, d'abord au centre-ville puis par contagion dans le reste de la ville. Se loger à Bilbao est désormais plus coûteux qu'à Madrid ou Barcelone.

INTERNATIONAL



BRUSSEL  
BRANO!

## TABLE RONDE 2

# Grands événements et «pôles d'attractivité» : pour qui rayonne la ville ?

*Pour la deuxième table ronde, Inter-Environnement Bruxelles a rassemblé trois membres d'Inter-Environnement Bruxelles, Axel Claes, Sylvie Eyberg et Pierre Marissal, et deux invités, Wim Embrechts et Myriam Stoffen, pour aborder plus particulièrement les aspects liés aux grands événements et aux grands pôles culturels.*

Axel Claes est membre de Plus Tôt Te Laat (PTTL), un collectif hétérogène qui a comme modes d'expression les affiches et la vidéo, et qui a notamment réalisé des affiches tournant l'événement «Brxl Bravo» en dérision.

Wim Embrechts est l'ancien directeur de Recyclart et fut coordinateur d'une édition de «Brxl Bravo». Il s'occupe aujourd'hui d'Art2work, un projet d'insertion socioprofessionnelle basé dans l'ancienne brasserie Belle Vue, et est le coordinateur de la «Platform Kanal».

Sylvie Eyberg est artiste (elle a notamment exposé avec Valérie Mannaerts au Pavillon belge de la Biennale de Venise en 2003) et membre du Comité du quartier Maritime.

Pierre Marissal est géographe à l'IGEAT (ULB) et membre de l'Ouest en débat, comité d'habitants du quartier de la gare de l'Ouest.

Myriam Stoffen, anciennement assistante et chercheuse à Cosmopolis (VUB) autour du sujet «temps libre/temps de travail», est directrice de la Zinneke Parade depuis 2005.



L'opération de city marketing «Art on Cows» en 2003, ici au Heysel.

**IEB :** Vous qui avez participé de près ou de loin à ce projet, pourquoi un «Plan culturel pour Bruxelles» ? Le résultat n'est-il pas à l'image de ce qu'il prétend dénoncer : le reflet d'un milieu, le milieu artistique institué, d'une classe sociale dominante...?

**Wim Embrechts :** Il faut saluer l'existence de ces réseaux et leur volonté de sortir de la concurrence et d'aller vers la collaboration. Mais évidemment, au sein de ces plates-formes, il y a beaucoup d'égos en présence. Les réseaux veulent s'élargir mais il y a des gens qui ont peur. La relation entre l'art, la culture et le

socioculturel a toujours été conflictuelle. Au sein du milieu artistique, il existe chez certains un réel mépris de certaines manifestations telles que la Zinneke Parade. Il y a aussi pas mal de contradictions entre les discours des acteurs culturels et leurs actes... Les initiateurs ont dû faire des choix, ce qui a provoqué certainement des exclusions. C'est impossible d'inclure tout le monde. Ceux qui n'en sont pas vont toujours jouer avec cette tension. Mais le principal intérêt, c'est qu'il y ait désormais une dynamique en route.

**Myriam Stoffen :** Après la déclaration d'intention que constitue l'accord de col-

laboration entre les réseaux, il y a eu une prise de conscience de la nécessité de dépasser les oppositions, les mises en compétition, le mépris, une vraie volonté de dire non à tout ceci. C'est un signal fort et important : on s'engage à dépasser ce clivage. L'accord de coopération était très vague. Le Plan culturel est un pas plus loin vers du concret qui définit sur quels sujets on veut travailler ensemble. Ce qui nous lie comme questionnement pour qu'on agisse ensemble. C'est un bon démarrage qui permet de casser les frontières. Ce n'était pas fermé dès le départ sur certaines orientations, avec une vision définie d'emblée, sinon on n'y aurait pas participé. Au départ, la méthodologie de travail n'était pas claire. Il y avait une envie de ne rester qu'avec quelques personnes, c'était un premier noyau restreint, qui s'est ouvert par après, et c'est à ce moment-là que j'ai été liée aux discussions. Le groupe a traité tous les sujets mis sur la table par les participants. Si un sujet n'était pas couvert, tant pis. On a fait un choix de distiller les thèmes sur lesquels il y avait un grand intérêt de partager le débat mais pas pour autant un consensus. Pour moi, le Plan n'est pas «*un plan*», c'est un point de départ qui doit d'office être approprié par un spectre le plus large possible. Il est évident que le spectre est à élargir. Au niveau de la cohérence et de la transversalité, il est clair que c'est une classe moyenne blanche très dominante qui a écrit ce plan et cela reflète parfaitement la composition du milieu artistique et culturel institutionnel.

**IEB :** *Vous qui n'avez pas participé à la rédaction du Plan, quelle réaction vous a inspiré sa lecture ?*

**Sylvie Eyberg :** Les termes du plan relèvent plutôt du marketing, la langue du plan n'est pas une langue de culture, d'esthétique. On y poursuit un intérêt de vente, on veut aplatir Bruxelles pour mieux la vendre... Vous ne caractérisez jamais le mot «*culture*», ni la «*contre-culture*». C'est idiot de vouloir planifier la culture!

**Axel Claes :** Les trois premières pages du Plan dressent une analyse socio-économique : taux de chômage, scolarité... Je me suis dit que c'est une bonne chose, que les acteurs culturels sont en phase avec

une réalité bien décrite. Dans la suite, ces aspects disparaissent. Le Plan est écrit par une catégorie de personnes, il n'y a pas d'ouverture sur d'autres sphères de la culture. Il faut montrer qu'on est seulement une tranche et qu'on ne représente pas le tout. Or le Plan manque de modestie en ce sens.

Il n'y a pas non plus de propositions sur l'accessibilité des tarifs ou la gratuité occasionnelle des lieux de culture (théâtre, musée, etc.), on ne parle que de dispositifs existants comme l'Article 27 et les Cultuurwaardebons. Ces grandes institutions culturelles pourraient proposer autre chose.

### Un consensus culturel qui occulte la culture du conflit ?

**Pierre Marissal :** Dans le plan, on passe très vite sur la définition de la culture. La question est très vite balancée. En gros, on dit que c'est très compliqué, qu'il y a une question d'identité historique et une question de créativité, et puis on passe à la suite. Moi je ne veux pas passer à la suite comme ça. Parce que je pense qu'il y a, derrière l'idée de culture, des choses très, très, très différentes. Et donc il y a des questions centrales : la culture qui peut être un outil de domination symbolique de groupes sur d'autres. La culture qui peut être une manière de se reconnaître entre soi et d'exclure l'autre. La culture qui peut être instrumentalisée dans le cadre de rapports de force. Ces questions-là je trouve qu'il faut les penser. C'est un premier point : le fait de faire un Plan culturel sans qu'il y ait, au cœur de la démarche, une discussion sur la culture pour qui, contre qui, pour quoi, ça me pose un problème.

De l'autre côté, il y a pour moi dans la culture bien autre chose que l'art désincarné, il y a des questions d'organisation d'une vision du monde, de comment agir sur le monde, et qui supposent aussi la construction de savoirs qui font aussi partie de la culture... Toutes ces questions sont absentes du Plan. Mais en fait, je pense qu'il y a une réponse implicite. Le fait de ne pas poser ces questions est déjà une réponse sur l'idée qu'on se fait de la culture. Et donc, en lisant ce texte qui est relativement court, je me suis amusé à compter certains mots... Par exemple, le mot «*artiste*» et ses dérivés, on les trouve

**Vous ne caractérisez jamais le mot «culture», ni la «contre-culture». C'est idiot de vouloir planifier la culture !**

**Sylvie Eyberg**

**Il y a des questions centrales : la culture qui peut être un outil de domination symbolique de groupes sur d'autres.**

**Pierre Marissal**



Le Plan met en avant des slogans, il utilise une langue de marketing, pas une langue de culture. La culture doit atteindre tout le monde et tout le monde doit y participer.

Sylvie Eyberg



CLAIRE SCHEER

Zinneke Parade 2010 : la culture du conflit, une dimension qui passe à la trappe ?

65 fois. Le mot «politique» au sens de l'organisation de la pensée politique, en tirant la ficelle très fort, on le trouve deux fois... Le mépris que vous évoquiez tout à l'heure envers le local, le socioculturel, le regard condescendant avec lequel certains regardent la Zinneke, on le retrouve très fortement dans le texte. Par exemple, si on regarde le nombre de fois qu'on cite le mot «international», «Europe» et d'autres termes liés à une vision élitiste et grandiose de la culture, celle qui se voit, qui a une excellence, qui peut se démontrer par rapport à son pouvoir d'attractivité, le résultat c'est 78 fois. Et pour donner une comparaison, le terme «socio-économique» : 8 fois. Les «habitants», qui me semblent les premiers concernés par un Plan culturel, en étant très gentil on les trouve 31 fois. Tandis que les «visiteurs» et les «touristes» sont cités à peu près le même nombre de fois que la population dans son ensemble... Et je pense que ce ne sont pas que des comptages, que ça exprime quelque chose dans ce Plan qui est tourné vers une conception particulière de la culture, qui est pour moi l'exact envers de l'idée que je m'en fais. On défend ici une culture patrimoniale, de groupes élitaires tournés vers une certaine idée de l'excellence.

Une dernière chose, c'est la place qui est donnée dans ce document aux questions liées au pluriculturel, au multiculturel etc., que je mets en rapport avec les idées de débat, de dialogue, de concertation,

d'accord... Cet aspect-là est extrêmement dominant, tandis que la culture du désaccord, du conflit ou de la lutte est radicalement absente. Il n'y en a pas trace dans le Plan.

Pour résumer, je crains très fort que le multiculturel soit une façon de réexprimer des conflits potentiels, des désaccords, des déséquilibres sur le plan social, d'une manière qui les fait disparaître. Quelque chose du genre : «je sais très bien qu'il y a des pauvres et des riches et pour résoudre ce problème, je vais dire au pauvre : tu appartiens à une culture que je respecte infiniment et je te respecte terriblement parce que ta culture m'intéresse terriblement»; quelque chose de très facile et qui permet de mettre sous le tapis tout le reste... par exemple : «je t'exploite». Et je note que dans beaucoup de lieux qui sont des lieux d'organisation de l'exploitation, cette tendance existe.

Par exemple, sans chercher à être méchant, j'ai le sentiment qu'on retrouve parfois cette composante dans la Zinneke Parade, qui donne une vision conciliée, pacifiée de la ville. Où on cherche à forger un accord avant même qu'il n'y ait eu une élucidation sur les désaccords, où on travaille à la pacification avant même qu'il y ait des questions sur les fractures, les clivages, les oppositions. Je trouve qu'il y a une relation entre la Zinneke Parade et les mouvements culturalistes à la Charles Buls, où l'on crée une image mythique de la ville moyenâgeuse, bigarrée, avec tous

BRUXELLES  
BRAVO  
LES  
ARTISTES



les petits corps de métiers, très valorisés à travers la diversité, le pittoresque, etc. Mais quand même, derrière cette vision-là il y avait la moyenne bourgeoisie bruxelloise. Qui certes, s'opposait à la tendance Anspach avec ses projets prestigieux – un peu comme ici, je trouve que c'est le point de vue dominant avec «l'Europe», «l'international», «l'image», «le rayonnement» –, mais restait sur l'idée du «tous ensemble» et du pittoresque unificateur...

**IEB : Les revendications centralisatrices, de soutien aux grands événements et de développement des grands pôles culturels, préconisées par le Plan, ne portent-elles pas le risque d'étouffer ce qui est plus petit en termes de visibilité et en termes de moyens financiers ?**

**Wim Embrechts :** Il y a moyen de lire ce document avec différentes lunettes. Il y a peut-être des contradictions dans le document puisqu'il s'agit d'un texte consensuel où l'une ou l'autre structure ont joué un rôle plus important que d'autres. Mais ce document est déjà une réponse à l'autorité publique bruxelloise qui n'a jamais reconnu l'importance de ce genre d'événements. J'ai toujours eu de la peine à obtenir un rendez-vous avec le BITC (Brussels International Tourism & Congresses, le bureau du tourisme bruxellois). Les choses bougent un peu aujourd'hui. Le monde politique a ses propres projets, ses événements et ses grandes boîtes qui s'occupent de l'organisation. Il faut qu'on nous prenne plus au sérieux et c'est pour ça que je défends ce projet de Plan culturel. Pour une plus grande co-production avec le secteur socio-culturel.

**Sylvie Eyberg :** Je ne vois pas ça dans le Plan qui correspond justement à une vision centralisée. Le Plan met en avant des slogans, il utilise une langue de marketing, pas une langue de culture. La culture doit atteindre tout le monde et tout le monde doit y participer. C'est très déclaratif, comme les termes «mixité» qui sont balancés à tort et à travers. Cela me donne l'impression que c'est un document écrit par les pouvoirs publics. Pour ma part, je suis pour des cultures qui n'ont pas de prix et qui ne se négocient pas. Nous sommes aussi attachés aux cultures de par leurs différences. Ici, on voit bien que tout se

fond dans «la culture». Ça opérera un tri.

**Myriam Stoffen :** Pour moi, le Plan est un point de départ et c'est pour ça que je ne suis pas contre. On se trompe de lecture si on cherche à dire que tout le monde veut la même chose. Rien n'est ficelé. Pour moi, il y a des phrases dans le Plan qui me parlent, je vois une ouverture et une possibilité de travail commun. Tant que ces phrases qui montrent l'ouverture sont présentes, je continuerai à participer aux discussions et aux chantiers. On aurait pu ajouter la liste

### «La rive gauche du canal va être atteinte par une nouvelle centralité»

**Eric Corijn :** La seule façon de contrecarrer une gentrification dure, c'est d'avoir un modèle de développement alternatif. Si on pense qu'en maintenant le statu quo on va gagner dans la dynamique urbaine, on prend la mauvaise voie. Les quartiers actuellement résidentiels fortement communautarisés du canal vont faire partie d'un développement urbain, ça se voit déjà. De toute façon, il y aura une pression sur la forme actuelle de convivialité. La rive gauche du canal va être atteinte par une nouvelle centralité. Personnellement, je pense d'ailleurs qu'une ouverture de ces communautés à la ville est une bonne chose, pour d'autres raisons aussi.

Le défi, c'est justement d'avertir les populations actuelles de ce que la dynamique urbaine va faire et est en train de faire. Et d'impliquer ces gens au niveau du développement, d'essayer d'orienter le développement. En tant qu'acteurs, pas en tant que victimes. Dans un discours de victimisation on sait qui est le plus fort, qui est le plus faible, et quel type de gentrification va se faire. C'est toujours le même débat. On peut dire : «regardez les méchants gentrificateurs» : bien sûr que c'est le marché capitaliste qui agit là. Oui, on sait comment ça fonctionne, on peut le dire. Mais il s'agit de développer une ligne alternative. Moi je soutiens la Platform Kanal qui met en réseau, qui prend des responsabilités, qui essaie de cantonner d'une certaine façon des processus invisibles et de faire de la politique sociétale. Je pense vraiment que l'enjeu est d'insérer ces populations dans une dynamique de centre-ville, qu'ils doivent activement coproduire ce centre de Bruxelles. C'est donc aussi une question d'animation, d'apprentissage, d'éducation permanente. La lutte pour la rive gauche du canal et de l'image de la rive gauche du canal est peut-être déjà perdue. Parce que c'est une question d'image aussi : est-ce que le Molenbeek méditerranéen va se montrer à la rive gauche et va se réinsérer dans une partie du quartier Dansaert ou pas ?

C'est un enjeu et je ne pense pas que s'abstenir soit la bonne solution. Il faut essayer de gagner au moins une partie de la jeunesse, de rentrer dans une logique de prise de plus de pouvoir, de participation citoyenne politique, de rentrer dans une lutte de vision et pas seulement de laisser le pouvoir aux autres et de dire comme victimes : «et nous là-dedans ?». Car il y a aussi des intérêts ou des groupes d'intérêts qui préféreraient que les banlieues soient en dehors de la ville. Dans un laisser-faire, le marché va chasser ces gens et ils vont se retrouver à Tournai et à Charleroi...

**Christine Kulakowski :** C'est important comme perspective dans la mesure où justement on intègre le tissu local et le tissu social. Mais ça veut dire aussi, dans tous ces projets, multiculturaliser les équipes, former les acteurs culturels, faire une politique très volontariste envers ces habitants et ces populations-là.

des désaccords et points de tensions, mais ils sont justement en chantier. Quant aux destinataires du Plan, bien sûr, une partie de la motivation des initiateurs du plan est de communiquer vis-à-vis du monde politique.

**Sylvie Eyberg :** Mais c'est bien ça le problème car le politique va fondre là-dessus, il ne demande pas mieux ! Si ça restait une communication interne aux deux réseaux, il n'y aurait pas de problème ! Mais les pouvoirs publics feront sans doute encore plus court dans la lecture.

**Wim Embrechts :** Moi je défends l'envie de rayonnement international de Bruxelles tout en travaillant sur la dualité sociale dans la ville et c'est parfaitement complémentaire. Ce n'est pas avec des activités comme la fête de l'Iris qu'on fait du rayonnement de Bruxelles. Ça c'est vraiment de la merde. Idem pour la Fête de l'Europe : l'idée c'est d'en faire un vrai projet et pas un truc «bling bling».

**Myriam Stoffen :** Je veux revenir à la question du conflit dont Pierre a parlé. Ce qui m'intéresse avec la Zinneke, c'est le travail très microscopique qui peut se faire au niveau des rencontres entre personnes et ce que ça peut créer dans les quartiers comme dynamique. Ce qui m'intéresse aussi c'est de recréer l'événement dans l'espace public en rupture radicale avec une tendance actuelle terrifiante. Je suis plutôt allergique à l'événementiel. Depuis 5 ans, il nous bouffe à Bruxelles.

Pour la Zinneke, ce qu'on essaye de défendre au niveau de l'action politique c'est la mise en tension et la mise en questions des opérateurs culturels, socioculturels ainsi que des différents niveaux politiques. Cette mise en tension et la question de la manière de se réapproprier l'espace public (physiquement et symboliquement) nous interpellent car ça ne percole pas bien pour le moment. Il faut aller dans un combat contre tous les acteurs qui servent de filtre à ce conflit, à cette mise en tension. Or ce secteur ne se bat pas assez pour les

## La coalition de développement en questions

La plateforme Kanal, et dans une moindre mesure le réseau RAB-BKO, semblent s'inspirer d'un concept relativement récent, celui de «coalition de croissance», rebaptisé «coalition de développement» pour intégrer la notion de développement durable. La coalition de développement part du constat que les administrations locales sont relativement impuissantes face à la mondialisation de l'économie<sup>[1]</sup>. En guise de solution, la coalition propose de faciliter des partenariats entre les pouvoirs publics urbains et les acteurs privés ; afin d'attirer des investissements pour faciliter un programme économique urbain global.

Il n'est pas étonnant dès lors de constater que le plan culturel du Réseau des Arts fasse référence explicite et répétée au programme politique du patronat pour le développement de la zone métropolitaine bruxelloise, le «Business Route 2018»<sup>[2]</sup>. Pas étonnant non plus de voir parmi les membres de la plateforme Kanal le promoteur immobilier T&T project<sup>[3]</sup>. Le principe de la coalition de croissance, qui présidait également à l'esprit des États Généraux de Bruxelles, importé du monde anglo-saxon<sup>[4]</sup>, s'inscrit malheureusement dans une logique qui fait du capitalisme un horizon indépassable, mais tente d'aménager les rapports de forces autrement. Ces coalitions tentent de réunir patronat et société civile afin de prendre en

main la question du développement urbain, en faisant le pari que le résultat d'un tel arrangement sera meilleur que ce que les pouvoirs publics sont capables de faire. Néanmoins, la coalition de croissance, pour arriver à ces fins, se voit «obligée» de gommer les rapports de forces qui pourraient générer le moindre conflit lors des réunions. Le résultat est souvent un consensus mou qui ruine toute chance de changement radical de la société. Les différences n'étant pas assumées et prises en compte dans la coalition, on peut craindre que ce soit à nouveau ceux qui sont en position de force qui fassent passer leur point de vue, sous couvert de «réalisme», décidant des rêves qu'il s'agit bel et bien d'abandonner.

Au mois d'avril de cette année, *le Monde diplomatique* a eu la bonne idée de rééditer un texte d'André Gorz datant de 1974<sup>[5]</sup>. L'auteur y prédisait en substance que la cause écologique serait très vite récupérée par le capitalisme, créant à cette occasion une croissance vertigineuse des inégalités sociales. Gorz conclut son texte en prédisant qu'un autre projet de société et de civilisation ne sera possible sans une attaque politique, lancée à tous les niveaux, qui arrache au capitalisme la maîtrise des opérations. Nous doutons qu'une quelconque coalition de croissance parvienne à ce but...

**MATHIEU SONCK**

[1] L. Boudry, P. Cabus, E. Corijn, F. De Rynck, C. Kesteloot, A. Loeckx (2004), *Le siècle de la Ville, Livre Blanc de la République urbaine et de la ville trame*, Une publication du Projet Politique Urbaine, administration des Affaires étrangères, Ministère de la Communauté Flamande.

[2] *Business Route 2018 for Metropolitan Brussels*, par Beci, FEB, Voka et UWE, 2009.

[3] Une liste dans laquelle on retrouve également IEB, sans notre accord...

[4] Harvey Molotch, *The City as a Growth Machine : Toward a Political Economy of Place*, American Journal of Sociology, vol. 82, 1976, p. 309-330.

[5] «Leur écologie et la nôtre», André Gorz, 1974.





questions sociales décrites dans l'introduction du plan. Pour le moment, on contribue surtout à la reproduction de l'exclusion, à un paternalisme... On célèbre la différence pour autant qu'elle ne nous touche pas. On fait sa «*gated community*» dans Molenbeek mais le quartier doit se normaliser et s'adapter à ma manière de faire. Je dois essayer avec la Zinneke d'agir en ce sens et si je n'y arrive pas, je céderai la main pour agir ailleurs et autrement. Il y a urgence, c'est un vrai combat de fond.

Mais ces questions ne peuvent pas être d'emblée travaillées de A à Z avec tout le monde. Donc on part de la fête, d'un moment d'échange et de rencontre. Citer un projet événementiel comme la Zinneke dans le plan culturel en lien avec le rayonnement de Bruxelles, c'est sûrement l'utiliser pour écraser des petites initiatives. La Zinneke est certainement instrumentalisée, je ne comprends pas pourquoi on la cite autant dans le Plan. C'est «*in*» pour l'instant de trouver que la Zinneke c'est bien. Il faut aller plus loin dans des débats de fond sur le Plan, sinon on est juste le prolongement du PDI, mais c'est trop tôt de dire ça. Votre dossier pourrait servir à éviter cet écueil. Il y a des questions écologiques et sociales à traiter. La question du dialogue interculturel concerne un autre monde. Je suis dans les deux et je me rends compte du fossé entre les secteurs. On n'est pas nombreux à croiser tous ces ponts. Je veux tenter cette mise en lien.

On est à une époque charnière. On ne

doit pas se tromper de camp. Ma grande crainte par rapport aux grands projets est de savoir quelle place on donne à l'autre et qui est cet autre ? On ne doit pas parler «à la place de» et prendre une position dominante. Il faut se confronter à la réalité des quartiers. Il faut aller au bout d'une confrontation humaine. Il n'y a effectivement pas assez de résistance. La Zinneke essaie de relayer des choses mais peut-être n'est-ce pas suffisant. On formate sans doute trop souvent des jeunes dans leurs initiatives. Où est la réelle autonomie ? Les projets artistiques peuvent ne pas être créés par les artistes. La Zinneke repose sur cette idée que le projet est construit par les habitants. Le jour de la parade est le fruit d'une multitude de rencontres mais on peut le voir juste comme quelque chose de gentil, ce qui m'énerve.

## Les événements culturels, plus qu'une mise en scène du cadre de vie ?

**Pierre Marissal** : Est-ce qu'un grand événement quel qu'il soit peut permettre une réappropriation de la part des habitants ?

**Myriam Stoffen** : Ça dépend comment on le construit. Pour la Zinneke, c'est ce qu'on fait, mais pour prouver ça il faut vraiment aller dans le détail de ce qui se fait, aller au-delà du grand événement «*final*». Mais il y a un combat à mener contre certains types d'événements. A mon arrivée dans la Zinneke, j'ai mis fin au poste qui s'occupait du marketing, d'amener les gens à consommer, de chercher le rayonnement international. Il faut rechercher des rites collectifs, mais aller plus loin que le pur «*divertissement*». Il faut aussi commencer par contacter les habitants, les commerçants, pour ne pas se contenter d'utiliser leur espace de vie comme une scène, mais de travailler avec eux sur la réappropriation de l'espace.

**Wim Embrechts** : Par exemple, ce qui est important dans un événement comme Brxl Bravo c'est la démarche et le processus.

**Axel Claes** : Brxl Bravo c'est lié à la Nuit blanche, non ?

**Wim Embrechts** : Ça s'est fait après mon départ, je n'ai pas coordonné cette

Je suis  
favorable à  
l'art qui  
ne se  
manifeste  
pas

BRUXELLES  
bravo!

édition. Je ne me serais jamais lié à la Nuit blanche, pas de cette manière-là en tout cas. Il y a des gens qui font des événements pour vendre Bruxelles, mais pas moi. Mon travail est plutôt lié à l'émancipation dans le sens large. Comme maintenant avec la Platform Kanal : on essaye de monter un festival, pas pour faire des shows, mais pour déclencher un processus et une dynamique dans le sens social. On veut faire émerger des talents en collaborant avec des associations et des écoles d'art. On a des idées simples. Aller à la recherche de talents. Cette année, on n'a pas beaucoup le temps, donc ce sera encore très «*blanc blanc*» mais c'est un début.

**Sylvie Eyberg** : On voit maintenant des choses super organisées dans les quartiers populaires le long du canal. Ces projets ne tiennent pas compte de l'existant. Il y a un mépris, une non-reconnaissance. Mais les gens étaient solidaires entre eux bien avant la Platform Kanal, bien avant les contrats de quartier... Le canal avait un rôle industriel. Cet aspect a quasi disparu aujourd'hui. Il y a des choses précieuses qu'on perd dans la bataille et je ne peux pas croire que ce n'est pas volontaire. Il y a des gens qui le disent sans être entendus. Le canal pour l'instant est en train de mourir, ça ne fait pas partie de votre réflexion. Votre groupe s'occupe de la nouvelle centralité de Bruxelles, mais vous oubliez le passé de toute cette zone.

**Wim Embrechts** : Le canal devient le centre de Bruxelles. Nous, on ne dit pas que ça doit devenir le centre. C'est un constat, parce qu'il y a des choses qui bougent. On constate qu'il y a quelque

chose qui est en train de se faire et on dit : attention, est-ce qu'on est préparé à ces changements ? Est-ce qu'il y a une vision autour de ça ? On n'est pas contre des opérations immobilières mais il faut savoir ce qui se prépare actuellement. Il y a beaucoup de projets en cours. Dans 10 ans, on ne va plus reconnaître le canal. On ne fait pas de l'accompagnement culturel. On part de ce constat : une nouvelle centralité est en train de se dessiner. Le métro fait la boucle, ce qui crée une nouvelle structure urbaine. Le concept du XIX<sup>e</sup> siècle existe de moins en moins et va disparaître et à cause des opérations immobilières qui sont en train de se dessiner autour du canal et on n'est pas tout à fait contre. Une réalité très fragile se trouve derrière cette façade. Il y a un appel à lancer à la Région et aux politiques pour qu'ils bougent et créent des visions. Comment gérer ces disparités puisque dans 10 ans, 15 ans, on va avoir des super riches à côté de super pauvres, et déjà maintenant il y a des problèmes de sécurité au quotidien, ce ne sont plus des faits divers. C'est inquiétant. Depuis 20 ans, la Région n'a jamais eu de vision claire par rapport à ces développements.

Le travail autour du canal que je mène aujourd'hui est une sorte de concrétisation pour moi du Plan culturel. Nous avons lancé cinq groupes de travail : «*Kanal Culture*», «*Kanal Architecture*», «*Kanal Economics*» et «*Kanal Education*». Nous prévoyons un festival pendant la semaine de la mobilité et le dimanche sans voiture. Nous travaillons sur l'idée d'une cartographie, d'un site web, d'un colloque. Nous allons aussi inviter 5 bureaux d'études étrangers, qui n'ont pas d'agenda à Bruxelles, à faire des projets pour le canal...

**Sylvie Eyberg** : L'aspect post-industriel du canal ne semble pas faire partie de votre attention alors qu'elle fait partie de la réalité du quartier. Vous êtes déjà en train d'accepter ce changement. Le quartier s'est développé autour des emplois industriels. Vous passez à autre chose et vous voulez le faire accepter.

**Wim Embrechts** : La politique de l'autruche est une position possible. On laisse passer 15 ou 20 ans et après on se réveille et on dit «*merde on a laissé passer*». Je ne suis pas contre le fait d'aménager une zone agréable autour de l'eau. La désin-

C'est sûr que la Platform Kanal peut promouvoir les projets des promoteurs, c'est difficile de faire autrement.

Wim Embrechts



Apparition de lofts et projet d'une tour de luxe... Le canal de Bruxelles attise les appétits immobiliers.

dustrialisation est une réalité dans toute l'Europe.

## Réduire ou accentuer la fracture sociale?

**IEB : Le journal de la Platform Kanal titre : «les quartiers populaires doivent se préparer à devenir le nouveau centre urbain». La Platform Kanal regroupe notamment toute une série d'acteurs dominants, comme le promoteur de Tour & Taxis. Ne craignez-vous pas d'aller dans le sens dominant, de participer à un mouvement qui va créer des effets sociaux néfastes, alors que l'intérêt d'investir la zone du canal est justifié dans le Plan culturel par la volonté de «réduire la fracture sociale existante entre les quartiers nord-ouest et les quartiers sud-est»...?**

**Wim Embrechts :** Il y a toujours des effets pervers. Je fais des trucs pervers depuis que je suis à Bruxelles. Il y a plus que dix ans, j'ai monté la bourse d'achat collectif d'immeubles dans le cadre de la Délégation Pentagone, et j'en suis moi-même victime aujourd'hui. J'aurais pu me faire promoteur de lofts. Mais j'ai juste cherché pour moi. Or à l'époque personne ne voulait habiter dans cette zone. J'ai lancé une dynamique aux brasseries Bellevue comme à Recyclart. C'est sûr que la Platform Kanal peut promouvoir les projets des promoteurs, c'est difficile de faire autrement.

**Pierre Marissal :** C'est une initiative qui accélère le changement d'affectation. Tout ce qui se fait autour de cette plateforme participe à ce changement global et ne le freine certainement pas.

**Wim Embrechts :** C'est clair qu'on fait de la promotion pour le quartier.

**Axel Claes :** La Platform Kanal est une alliance entre le privé et le culturel.

**Wim Embrechts :** Tu ne fais que chercher le mal. Tu te fixes sur deux noms de la Platform et tu ne veux pas regarder les cent autres noms. Bruxelles a besoin de nouvelles alliances. Chacun reste dans son camp et refuse des réflexions transversales. J'assume d'être jugé parce que j'ai inscrit

T&T Project dans la liste des «organisations sympathisantes» de la Plate-forme. Il est venu à une réunion alors on l'a mis comme sympathisant. Ce serait plus simple que chacun reste dans son clan. Moi je recherche à faire en sorte qu'on construise ensemble la ville. On n'est pas contre tous ces développements ce qui ne veut pas dire qu'on n'est pas critique. Il y a une recherche de débats. Moi je joue la carte de la conciliation, c'est plus difficile que la confrontation. On ne veut pas remplacer le BRAL, IEB... Ces structures ont le mérite d'exister. On essaie de faire quelque chose d'autre. On n'est pas un groupe d'action. On n'a pas d'assemblée générale. On ne va pas se positionner contre ou pour un projet. On ne va pas faire des pétitions. On veut alimenter une vision. Evidemment, on a des convictions et on va inviter les bureaux d'architecture qu'on trouve intéressants. La Région n'a pas assez de vision. Donc on veut contribuer à cela.

**Pierre Marissal :** As-tu une idée des impacts sociaux ?

**Wim Embrechts :** Je fais une évaluation au quotidien.

**Myriam Stoffen :** En tant qu'opérateurs culturels, on a une responsabilité. On doit mesurer les effets de nos actions, qui plus est les effets pervers. C'est là-dessus qu'il y a un manque de débat, et de finesse dans le débat existant. Il faut multiplier les regards pour construire cette position, et pour éviter les effets centralisateurs, écrasants, dominants, qui détruisent les initiatives locales.

**Pierre Marissal :** Mesurer si des gens sont obligés de quitter la zone et le profil social de ces habitants, cela demande des instruments, une méthodologie, cela ne se fait pas tout seul dans son coin.

**Wim Embrechts :** Une grande partie de la population qui habite là ne demande pas mieux que de partir pour avoir une jolie petite maison avec un jardin. Quasi tout le monde veut la même chose finalement. La montée des prix fait que ces personnes peuvent quitter leur quartier.

**Pierre Marissal :** Vous oubliez les locataires !

**La Platform Kanal est une alliance entre le privé et le culturel.**

**Axel Claes**

**On est à une époque charnière. On ne doit pas se tromper de camp. Ma grande crainte par rapport aux grands projets est de savoir quelle place on donne à l'autre et qui est cet autre ? On ne doit pas parler «à la place de» et prendre une position dominante.**

**Myriam Stoffen**



Rédacteur en chef : Almos Mihaly, avec la collaboration de Mohamed Benzaouia, Raymond Boudru,  
Anne Delfaïrère, Jacqueline Glissen, Isabelle Hochart, François Hubert, Thierry Kuyken, Olivia Lemmens,  
Erwan Mario, Jérôme Matagne, Meriem Mcharek, Philippe Meersseman, Pierre Meynaert, Nicolas Prignot,  
Hélène Quoidbach, Dalila Riffi, Claire Scohier, Mathieu Sonck, Delphine Termolle, Roland Vande Poel.  
Imprimerie : Aupert & Cie sprl.

**En vous abonnant à Bruxelles en mouvements, vous contribuez  
à soutenir l'action d'Inter-Environnement Bruxelles en faveur  
de la qualité de la vie en ville.**

Coût de l'abonnement annuel au périodique Bruxelles en mouvements (16 numéros) : 24€.

Etranger : 34€. Abonnement de soutien : 54€. Mensuellement par domiciliation : 2€.

Versements au compte 210-0090204-46 d'Inter-Environnement Bruxelles, rue d'Edimbourg, 26, 1050 Bruxelles.



## L'arbre qui cache la forêt...

**D**epuis 2007, les «*tensions communautaires*» occupent l'espace médiatique de manière répétée. Le phénomène n'est pas récent. Il suffit de se rappeler la question des Fourons, qui nous empoisonnerait encore l'existence si quelques Hollandais n'étaient pas venus s'installer dans la région, bétonnant le caractère flamand de celle-ci.

En réalité, les querelles linguistiques masquent l'urgence de la question sociale bruxelloise. Qu'ils parlent français, flamand, arabe, turc, polonais ou albanais, ce sont surtout les Bruxellois des quartiers populaires qui trinent dans le blocage politique actuel. Ils trinent notamment parce que les recettes propres de la Région bruxelloise sont principalement basées sur le volume des transactions immobilières<sup>[1]</sup>, poussant le gouvernement à encourager celles-ci sans discernement et à mettre en œuvre des politiques de gentrification des quartiers populaires pour accroître son assiette fiscale.

Il faut donc financer Bruxelles autrement. Et pour cela, il n'y a pas 36 solutions. La première, c'est le péage urbain, condition nécessaire à la promotion d'une

autre politique de la mobilité, une solution qui renflouerait partiellement les caisses de la Région. Et pour ce qui concerne la prochaine négociation sur BHV, elle devra déboucher sur la décision d'une perception conséquente de l'Impôt des Personnes Physiques sur le lieu du travail, seule solution durable pour un partage équitable des richesses produites à Bruxelles.

Reste la question linguistique. Bruxelles est une ville multiculturelle et multilingue. Le français en est la langue véhiculaire. Prenons-en acte et essayons de construire pour Bruxelles une politique linguistique et culturelle sur le principe de «*la pluralité sans contrainte*» qui permette à chaque communauté de s'épanouir sans s'affronter en permanence. A cet égard, une première étape incontournable sera de régionaliser l'enseignement et la culture pour mener une politique personnalisable en phase avec les spécificités de la population bruxelloise. Mais ceci ne pourra se faire qu'à la condition expresse de financer cette nouvelle compétence à la hauteur du défi bruxellois.

**MATHIEU SONCK**

[1] 38 % dans le budget initial des recettes de 2007, voir P. Zimmer, «*Du rêve politique à la faisabilité*» dans [www.bruxellesvilledurable.be](http://www.bruxellesvilledurable.be)

### Élargissement du Ring, non merci !



Vous trouverez dans le présent BEM une affiche format A4 visant à relayer la mobilisation contre l'élargissement du Ring de Bruxelles. Placez-la par exemple à votre fenêtre.

Vous aiderez ainsi la plate-forme Modal Shift ([www.modalshift.be](http://www.modalshift.be)) à diffuser son appel vers les pouvoirs publics en marquant votre refus d'un tel projet et votre souhait de solutions alternatives durables. Si vous souhaitez plus d'affiches, celles-ci sont disponibles en français et en néerlandais à IEB.

### Appel à nos lecteurs !

De temps à autre, des lecteurs nous envoient leur commentaire ou leur réflexion sur un sujet débattu dans *Bruxelles en mouvements*. Nous les remercions car ces réactions créent un dialogue entre l'équipe de rédaction et les lecteurs. Nous faire connaître les sujets qui vous intéressent ou nous indiquer des thèmes qui mériteraient d'être explorés sont autant de pistes pour nous aider à réaliser un journal qui fasse mieux écho aux préoccupations des citoyens de notre ville. Vos critiques et vos appréciations nous aident à améliorer la teneur de nos articles et la présentation de la revue. C'est pourquoi l'équipe du Bem vous invite à exprimer vos souhaits, vos remarques et vos propositions. Nous sommes à votre écoute.

L'équipe de rédaction

Contact : [almos.mihaly@ieib.be](mailto:almos.mihaly@ieib.be)